

L'épreuve sur dossier du CAPES de 1994 à 2009

Jean Leduc

Ce texte est paru dans « Vingt ans d'Histoire immédiate. Hommage à Jean-François Soulet », *Cahiers d'Histoire immédiate. Hommage à Jean-François Soulet*, n° 37-38, 2010, pp. 319-336

L'ÉPREUVE SUR DOSSIER DU CAPES DE 1994 A 2009

L'auteur de ces lignes qui, au cours des années 1990, contribua – en histoire et géographie - à la mise en place de cette épreuve et participa, à l'IUFM de Toulouse, à la préparation des candidats, se propose, après avoir rappelé la genèse de l'ESD, d'en retracer le fonctionnement avant d'évoquer brièvement sa modification récente.

Préhistoire.

Introduire dans le concours de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire - en ce temps-là il n'y avait que l'agrégation – une épreuve explicitement professionnelle fut une expérience tentée à la Belle Époque.

Cet essai eut lieu à l'agrégation d'histoire et de géographie et dut beaucoup aux efforts d'Ernest Lavisse. Directeur d'études pour l'histoire à la Faculté des Lettres de Paris depuis 1883, il demanda que les candidats au concours fassent un stage dans un lycée et obtint, sur ce point, une décision de principe favorable en 1888. Puis, président du jury de l'agrégation de 1892 à 1899, il fit décider qu'une des leçons de l'oral serait suivie de « questions pédagogiques » (1895) puis devienne une « épreuve d'enseignement » qualifiée de « directement professionnelle » où le candidat « explique comment il traiterait le sujet devant des élèves » (1898). Cette épreuve fonctionna mal, les rapports de Lavisse puis ceux des inspecteurs généraux qui lui succédèrent à la présidence du jury en font foi. Elle était, de leur propre aveu, ambiguë, mal préparée, mal comprise. Comme l'écrivait Charles-Victor Langlois en 1901¹ : « Faut-il introduire des épreuves pédagogiques plus sérieuses ? L'expérience a été faite : ces épreuves sont toujours fictives ».

L'arrêté du 18 juin 1904² - qui concernait l'ensemble des agrégations - n'abolit pas formellement la leçon pédagogique d'histoire (elle ne le sera explicitement qu'en 1920) mais en fit « une leçon sur un sujet tiré des parties du programme des lycées (2^e cycle) non comprises dans le programme d'écrit ». Cette leçon dite « hors-programme » - appelée à un long avenir – n'avait rien de bien différent, dans sa forme, des deux autres leçons portant sur le programme limité d'écrit. Dans les autres disciplines, on ne relève, en 1904, que trois épreuves à caractère plus ou moins didactique ou pédagogique : en Sciences physiques, une des quatre épreuves orales consistait à « dresser le programme des opérations à effectuer pour une leçon de lycée indiquée par le jury et les effectuer » ; en Sciences naturelles, deux des quatre épreuves orales consistaient, l'une à « choisir, disposer ou préparer les objets destinés à l'illustration d'une leçon de lycée indiquée par le jury », l'autre à « préparer et déterminer un certain nombre d'échantillons propres à entrer dans une collection d'enseignement de lycée ». Pour le reste toutes les épreuves d'agrégation restaient, comme en histoire et géographie, « académiques ».

Le même arrêté étendait à toutes les agrégations le stage d'avant concours déjà pratiqué en histoire et géographie. Il fut organisé en 1906 : il était de trois semaines, complété par l'assistance à des conférences pédagogiques et sanctionné par un certificat de stage dont la présentation était obligatoire pour participer aux épreuves. Il durera jusqu'en 1969.

Devant les déboires de la leçon pédagogique, Lavisse lui-même en vint assez tôt à penser que la meilleure formule serait – comme cela se pratiquait en Allemagne – d'organiser une formation professionnelle après le concours : il témoigna en ce sens, en 1899, devant la Commission parlementaire de réforme de l'enseignement secondaire présidée par Alexandre Ribot, demandant

¹ Dans *La préparation professionnelle à l'enseignement secondaire*, Paris, Armand Colin, 1901.

² *BAMIP*, n° 1027, p. 807-815.

que les admis à l'agrégation soient stagiaires pendant une année au cours de laquelle ils recevraient une formation à la fois pratique et théorique avant leur affectation définitive. Cette demande fut soutenue par Gabriel Monod et reprise par Ribot dans son rapport mais ne figura pas dans la réforme de l'enseignement secondaire de 1902.

Il fallut un demi-siècle pour que cette formule de formation professionnelle des professeurs postérieure au concours soit adoptée : le décret du 17 janvier 1952 créait, à côté de l'agrégation, le CAPES (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré). Les candidats admis au concours étaient affectés comme stagiaires, pendant une année scolaire, dans un CPR (Centre pédagogique régional) où leur formation consistait principalement en stages dans trois établissements successifs. Ils étaient titularisés, au vu de ce stage, en fin d'année. Ce système connut quelques modifications en 1958 et 1980 et fut partiellement étendu aux agrégés en 1981. Il fut unifié pour les deux catégories en 1985 : certifiés et agrégés recevaient désormais, durant l'année scolaire suivant leur réussite à des concours restés « académiques », une formation professionnelle équilibrée associant apprentissage de terrain (en « responsabilité » et en « pratique accompagnée ») et regroupements réguliers de formation.

Décision et première expérience : l'« Épreuve professionnelle » (1992-1993).

L'idée d'introduire dans les concours « externes »³ de recrutement des professeurs une dimension directement professionnelle n'était pas morte. Elle fut reprise, en mai 1989, dans le rapport présenté par le recteur Daniel Bancel au ministre de l'Éducation nationale Lionel Jospin.

Ce rapport, élaboré par un groupe de travail d'une dizaine de personnes (où siégeait, entre autres, Philippe Meirieu), propose :

Un concours de recrutement comportant des critères d'appréciation des compétences professionnelles que le candidat aura déjà commencé à acquérir [...] La nature des épreuves du concours sera, à cet égard, déterminante. Les épreuves portant sur des connaissances scientifiques devront être complétées par des épreuves permettant d'apprécier différents types de compétences : compétences didactiques et pédagogiques ou connaissance du système éducatif.

Ces propositions ne concernent pas l'agrégation.

Le rapport Bancel prévoit de confier aux IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres) d'une part la préparation des candidats aux épreuves professionnelles des concours, d'autre part la formation après réussite aux concours. La « loi d'orientation » du 10 juillet 1989 dite Loi Jospin, dans son article 17, précise en effet qu'outre leurs actions de formation professionnelle initiale et continue des personnels enseignants, les IUFM « organisent des formations de préparation professionnelle en faveur des étudiants ».

En ce qui concerne les stagiaires issus du CAPES et de l'agrégation, les IUFM se substituent donc aux CPR. Ils vont intervenir aussi, à côté des universités, dans la préparation du CAPES. En effet, l'arrêté du 30 avril 1991⁴ introduit dans ce concours, à compter de la session 1992, une « Épreuve professionnelle ».

Celle-ci comporte, après une préparation de deux heures un bref exposé suivi d'un entretien avec le jury et « prend appui », au choix du candidat formulé lors de son inscription :

- Soit (on parlera d'option n° 1) sur des documents de nature professionnelle réalisés, individuellement ou collectivement, dans le cadre de la 1^{ère} année à l'IUFM et portant sur 6 situations d'enseignement parmi lesquelles le jury choisit,
- Soit (option n° 2) sur un dossier de documents proposés par le jury.

³ Des concours internes sont créés en 1988.

⁴ *BOEN* spécial, n° 6, 11 juillet 1991.

Les concours de 1992 et 1993 fonctionnent selon ce double système. Ce fonctionnement n'est pas pleinement satisfaisant. Les principaux problèmes surgissent à propos de la première option, celle que choisit – peu ou prou selon les disciplines – la majorité des candidats par ce qu'elle leur laisse, pensent-ils, le choix du terrain sur lequel ils seront évalués. Elle prend appui sur les « notes de synthèse » qu'ils ont réalisées et que les jurys ont consultées avant l'épreuve. Ces notes doivent rendre compte des situations d'enseignement qu'ils ont observées - ou, parfois, animées - lors de leurs visites dans des classes. Or la présentation de ces situations et l'entretien qui suit n'ont de sens que s'ils ne se limitent pas à une description mais donnent lieu à commentaire, ce qui pose plusieurs problèmes. Les candidats peuvent-ils commenter les situations observées sans formuler une appréciation ? Trop de notes de synthèse, préparées en IUFM, sont construites et rédigées selon un code et dans un langage que maîtrisent les formateurs professionnels mais – l'entretien le révèle - peu ou pas beaucoup de candidats. Enfin les questions posées sur le contenu disciplinaire des situations observées font apparaître la maigreur de leurs connaissances et leur ignorance des textes définissant les programmes scolaires et les instructions pour leur mise en œuvre. Après les mises en gardes formulées dans le rapport sur la session 1992, ces défauts s'atténuent un peu lors de la session 1993 mais un autre apparaît : les jurys ont trop souvent l'impression – et quelquefois la preuve - que les notes de synthèse présentées reproduisent des modèles artificiellement « plaqués » sur des situations diverses, voire même, dans quelques cas, qu'elles ne correspondent à aucune observation faite par le candidat. Bref, censée se référer à des cas concrets, à des situations singulières, l'option n° 1 est guettée par l'artificialité.

Les élections législatives de mars 1993 entraînent l'alternance, la formation du gouvernement Balladur et le remplacement de Jack Lang, successeur de Lionel Jospin rue de Grenelle, par François Bayrou comme ministre de l'Éducation nationale et François Fillon comme ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ce dernier est nettement opposé à l'épreuve professionnelle du CAPES. En juin, alors que les oraux viennent de commencer, à la suite d'un débat entre les deux ministres lors duquel Dominique Borne, inspecteur général, président du CAPES d'histoire et géographie, est invité à donner son avis, un compromis est trouvé. L'option n° 1 est sacrifiée, l'option n° 2 est conservée mais redéfinie en « Épreuve sur dossier ».

Définition officielle de l' « Épreuve sur dossier ».

Elle est donnée par l'arrêté du 3 août 1993⁵ qui vient compléter celui du 4 septembre 1997.

L'épreuve permet au candidat de démontrer :

- 1. Qu'il connaît les contenus d'enseignement et les programmes de la discipline (ou des disciplines) au collège et au lycée
- 2. Qu'il a réfléchi aux finalités et à l'évolution de la (ou des) discipline ainsi que sur les relations de celle-ci (celles-ci) avec les autres disciplines
- 3. Qu'il a des aptitudes à l'expression orale, à l'analyse, à la synthèse, à la communication
- 4. Qu'il peut faire état de connaissances élémentaires sur l'organisation d'un établissement scolaire du second degré
- 5. Qu'il a réfléchi à la dimension civique de tout enseignement et plus particulièrement à celle de la discipline dans laquelle il souhaite exercer. Cette cinquième prescription est ajoutée après l'alternance politique de juin 1997 qui voit l'arrivée rue de Grenelle de Claude Allègre et, comme ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, de Ségolène Royal.

L'expérience du « terrain », avant le concours, n'est pas déconseillée aux candidats au CAPES. Concernant la quatrième prescription, une Note de la D.P.E. (Direction des personnels enseignants) du 5 octobre 1993⁶ conseille aux candidats « chaque fois que cela sera possible » un stage « de

⁵ BOEN spécial n° 5, 21 octobre 1993.

⁶ Ibid.

courte durée dans un établissement scolaire ». Si ce dernier peut avoir lieu, « des questions pourront être posées » au candidat sur ses observations. Dans d'autres concours cette expérience reste indispensable : la même note précise que, si, au CAPES et dans les disciplines générales du CAPLP (lycées professionnels), le dossier est remis au candidat par le jury, au CAPET, dans les disciplines professionnelles du CAPLP et au CAP d'Éducation physique et sportive, il travaille sur un dossier qu'il a élaboré à partir d'observations ou d'expériences « vécues », comme dans l'ancienne option n° 1.

Des « Notes de commentaires » sont publiées, discipline par discipline. Enfin, les rapports annuels des présidents de jurys créent, à partir de la session 1994, une sorte de « jurisprudence ».

L'auteur de ces lignes n'a eu d'expérience directe du déroulement de l'ESD qu'aux CAPES d'histoire et de géographie de 1992, 1993, 1994 et 1997. Le reste de son information provient de la lecture de rapports dans les onze disciplines suivantes :

- Anglais, Espagnol
- Éducation musicale et chant choral
- Espagnol
- Histoire et géographie
- Lettres classiques, Lettres modernes
- Mathématiques
- Philosophie
- Physique et chimie
- Sciences de la vie et de la terre
- Sciences économiques et sociales

Il est conscient de l'« effet de source » que peut induire le recours à un seul type d'informations : ce que les responsables des jurys disent des épreuves qu'ils font passer, les conclusions qu'ils en tirent et les conseils qu'ils donnent. Une investigation plus poussée aurait dû passer par l'observation directe et par une enquête menée auprès des membres des jurys, des candidats, voire des témoins. Réalisée après coup, à partir d'un corpus limité, cette contribution n'est qu'une esquisse. Elle permet au moins de mettre en évidence un éventail très ouvert de pratiques de l'ESD de 1994 à nos jours.

Les pratiques : les modalités d'organisation.

DISCIPLINE	DUREE DE LA PREPARATION	DUREE DE L'EXPOSE (1)	DUREE DE L'ENTRETIEN	PART DU COEFFICIENT (2)
Anglais (3)	2h	30'	30'	33%
Espagnol (3)	2h	30'	30'	33%
Educ. musicale	2h	30'	10'	33,3%
Histoire-Géo.	2h	15'	30'	25%
Lettres class. (4)	2h	30'	30'	21%
Lettres mod. (4)	2h	30'	30'	21%
Mathématiques	2h	25'	20'	25%
Philosophie	2h	20'	25'	20%
Physique-Chimie	2h	30'	30'	25%
SES	2h	20'	20'	20%
SVT	2h	30'	30'	19%

(1) Durée maximale autorisée.

(2) Dans le total des coefficients des épreuves d'admissibilité et d'admission.

(3) L'épreuve se déroule en langue française. Les qualités d'expression entrent pour un tiers dans la notation.

(4) Après l'exposé, le candidat se retire brièvement, le temps que le jury attribue une note spécifique à cette première partie de l'épreuve.

Trois points peuvent être soulignés :

- La diversité des durées totales de l'épreuve : de 40 minutes à une heure
- Dans certaines disciplines – particulièrement en histoire-géographie - la dissymétrie de durée entre exposé du candidat et entretien avec le jury
- La diversité des coefficients : la part de l'ESD dans le total des épreuves (d'admissibilité et d'admission) varie de moins de 1/5 en SVT à 1/3 en langues vivantes et en éducation musicale.

Les pratiques : la prise en compte des cinq objectifs généraux définis par les arrêtés de 1993-1997.

Tous ces objectifs ne sont pas également pris en compte.

L'objectif n° 1 concernant les contenus et programmes et l'objectif n° 3 concernant les aptitudes à l'expression orale et à la communication se voient accorder une grande place dans tous les cas. Il n'en va pas de même des trois autres.

L'objectif n°2 n'est ni explicitement mentionné, ni rappelé dans de nombreux rapports, en particulier en ce qui concerne les aspects diachronique (l'évolution de la discipline) et interdisciplinaire (les rapports avec les autres disciplines)

L'objectif n° 5 (dimension civique) n'est clairement mentionné et précisé qu'en lettres, espagnol, éducation musicale, sciences économiques et sociales, sciences de la vie et de la terre et, bien sûr, en histoire-géographie.

Enfin, en ce qui concerne l'objectif n° 4, seules les lettres, les sciences économiques et sociales et l'éducation musicale prévoient de réserver systématiquement quelques minutes, en fin d'entretien, à la « vie scolaire » et à l'organisation des établissements scolaires.

En revanche, l'ESD sort du cadre fixé par les arrêtés dans la mesure où, dans plusieurs disciplines – on va le voir plus loin - elle présente, de fait, un aspect nettement professionnel. Les candidats doivent y présenter une simulation où, pour le moins, un projet de séquence d'enseignement (ou de progression de séquences). Cela outrepassé l'aspect tout au plus « préprofessionnel » de l'épreuve telle qu'elle est décrite dans les arrêtés de 1993 et 1997. Le rapport de la session 2004 du CAPES d'éducation musicale et chant choral met en garde contre une telle dérive.

L'intitulé de l'épreuve devrait éviter toute ambiguïté : il ne s'agit pas d'une épreuve de pédagogie mais d'une épreuve sur dossier, celui-ci visant à alimenter un exposé puis un entretien sur chacun des items précisés par la réglementation [...] L'obtention du CAPES externe ne vaut pas titularisation sur un poste de professionnel de la pédagogie [...] puisque chaque lauréat est ensuite nommé sur un poste de stagiaire afin d'acquérir, pendant une ou deux années, une formation professionnelle effective [...] Il serait pour le moins inopportun d'exiger des candidats qu'ils simulent une expérience qu'ils n'ont pas encore en leur demandant d'explicitier une démarche et un cheminement pédagogiques avec des élèves.

L'« ambiguïté » dont parle ce rapport est illustrée par un rapide passage en revue des diverses disciplines.

Étude de cas.

1. L'ESD au CAPES de philosophie : une sorte de simulation de cours

Un extrait du rapport de 2006 montre qu'il s'agit là de « montrer en acte comment on ferait ». Le propos est balancé, pour ne pas dire alambiqué :

Lorsqu'il est demandé au candidat comment il traiterait le sujet dans le cadre d'une leçon en classe terminale [...] le conditionnel est lié au fait qu'il n'est pas réellement dans une classe terminale ; mais il faut qu'il traite réellement le sujet comme s'il y était (et non pas qu'il décrive comment il ferait s'il y était) même si, en fonction de la réglementation qui limite la durée de l'épreuve et surtout parce qu'il est devant un jury de spécialistes, il le traite plus rapidement mais non moins effectivement [...] Il faut

montrer en acte comment on ferait. Les explications, justifications et commentaires ont toute leur place dans l'entretien.

Des « matrices » de sujets sont mentionnées dans le même rapport :

- formuler la problématique d'une notion (exemples : « La liberté » « La raison ») ou de l'articulation entre deux notions (Exemple : « La culture et le langage »),
- répondre à une question (« Est-ce par la conscience qu'il faut définir l'homme ? »),
- expliquer un texte.

2. L'ESD aux CAPES scientifiques : présenter le scénario d'une séquence ou d'une progression

Le dossier proposé offre un certain nombre de documents et formule une ou des questions. Il s'agit moins, ici, de faire comme si l'on était en classe que de dire ce que l'on y ferait.

- *Sciences de la vie et de la terre* : selon le rapport de 2006 il faut :

Identifier chez les candidats non pas les qualités professionnelles mais plutôt une aptitude à se projeter dans le futur métier [...] Être capable de construire des activités des élèves diversifiées avec des objectifs explicites et pouvant être raisonnablement mis en œuvre dans un établissement scolaire.

Le dossier fourni comporte l'indication du niveau et comprend un extrait du programme. Il faut prévoir une activité autour d'une notion (Exemple : les conditions de la respiration). Il peut s'agir aussi de proposer une progression (Exemple : les échanges de CO₂ et l'influence de l'homme sur ces échanges). Dans tous les cas, la description de l'activité prévue doit inclure : motivation, objectifs notionnels, méthodologiques, techniques et éducatifs, consignes, réponses et productions attendues.

- *Physique et chimie* : selon le rapport de 2005, il s'agit de « l'élaboration d'une séance de cours ou de travaux pratiques en relation avec le thème du dossier ». Le niveau est fixé. La présentation « doit comprendre » : plan, expériences à réaliser ou faire réaliser, activités diverses des élèves, exercices d'application, évaluation des acquis. Le candidat est invité à effectuer une des manipulations prévues. En physique et chimie comme en SVT l'entretien sert à sonder la culture scientifique du candidat et à le conduire à justifier ses choix.
- *Sciences économiques et sociales* : selon le rapport de 2005, il s'agit de « s'assurer que le candidat maîtrise parfaitement les savoirs et savoir-faire inscrits dans les programmes des lycées » et de « mesurer son aptitude à les mettre en œuvre dans les classes selon une logique pertinente ». Le dossier comporte généralement des textes d'auteurs ou des statistiques, des extraits de programmes, des pages de manuels scolaires, des sujets d'examen. « Tous ne sont pas destinés aux élèves, il appartient au candidat de déterminer l'usage qui peut en être fait par le professeur dans le cadre de la préparation du cours, de la mise en œuvre ou pour l'évaluation » (2009)
- *Mathématiques* : elles constituent un cas un peu à part. La description de l'épreuve dans les rapports est succincte. Il semble qu'il s'agisse moins de dire ce que l'on ferait faire aux élèves que de le faire soi-même. On est plus près du modèle philosophique que des disciplines que l'on vient d'évoquer, à ceci près qu'ici, il s'agit d'exercices. Le dossier propose des exercices sur un thème donné. Le candidat en choisit un et peut aussi en ajouter un ou plusieurs de son crû. Il justifie ses choix. Il doit résoudre au moins un des exercices, celui-ci étant désigné par le jury.

3. Lettres et langues : faire preuve de réflexion didactique et témoigner d'une culture.

« Didactique » est le mot-clé des rapports concernant ces disciplines.

En *lettres classiques* (2005) « ce qu'il s'agit de montrer [...] c'est la capacité à construire une réflexion didactique ».

Il n'est pas demandé de construire une séquence d'enseignement mais de mener une analyse critique, au sens grec de cet adjectif, des documents proposés [...] dans l'optique d'un travail fructueux, formateur ou significatif avec les élèves (2009).

En *lettres modernes* (2006) l'ESD « est une épreuve essentielle dans un concours qui fait passer le candidat des savoirs universitaires à une réflexion sur les savoirs à enseigner et à l'analyse critique des outils didactiques », elle est « la mise en œuvre d'une culture littéraire en face d'une situation-problème ». Elle « vise à évaluer les aptitudes des candidats à opérer la transposition didactique » (2009)

En *langues vivantes*, la note de cadrage de l'ESD stipule :

Cette épreuve, en langue française, comporte un exposé suivi d'un entretien avec les membres du jury. Elle prend appui sur les documents d'intérêt didactique et pédagogique proposés par le jury. Les documents peuvent être, si le jury le souhaite, de nature audio-visuelle.

En anglais (2006) « l'épreuve préprofessionnelle [...] vise à évaluer les capacités des candidats à analyser un document didactique ». En espagnol les candidats « doivent apporter des réponses aux consignes portant sur l'intérêt didactique du dossier ». Les dossiers proposent donc surtout aux candidats des outils didactiques : extraits de programmes et documents d'accompagnement, extraits de manuels scolaires, articles de revues professionnelles, documents élaborés par des enseignants (progressions, préparations de séquences), plus rarement des sujets du brevet ou du baccalauréat. Le candidat doit les commenter, les comparer (y compris de manière diachronique quand ils ne sont pas contemporains). Il s'agit donc d'argumenter à propos du dossier mais l'épreuve sert aussi à vérifier ses connaissances littéraires et linguistiques, sa culture artistique et sa maîtrise des grands repères de l'histoire littéraire.

4. Éducation musicale et chant choral : réflexion didactique et compétence technique

L'entretien est très court par rapport à la première partie de l'épreuve. L'ESD passe par trois phases :

- Le candidat dégage, au sein du dossier, « des éléments musicaux pertinents susceptibles d'être étudiés au collège ou au lycée » étant bien entendu qu'il « n'est pas ici question de décrire une pédagogie susceptible de transmettre ces savoirs »
- Puis il présente « les relations qu'entretiennent les différentes pièces du dossier du point de vue d'une problématique ou caractéristique musicale »
- Enfin il interprète, en s'accompagnant au piano ou sur instrument polyphonique de son choix la partition qui lui est fournie dans le dossier.

Ce dossier, outre la partition (et l'enregistrement sur CD) à interpréter, contient une autre partition et l'enregistrement d'une œuvre (ou extraits d'œuvre) ainsi, éventuellement, qu'un document écrit ou iconographique.

La singularité de l'ESD du CAPES d'histoire et géographie.

Le rapport sur le concours de 1997 résume assez bien les caractères de l'épreuve :

Les sujets se répartissent en quatre champs, certains sujets pouvant en recouper plusieurs :

- Épistémologie : comment se construisent l'histoire et la géographie ? Quels sont le statut et les usages des sources d'information et des outils utilisés par l'historien et le géographe pour leurs activités de recherche et d'enseignement ;
- Historiographie et histoire de la pensée géographique ;
- Finalités et objectifs de l'enseignement des deux disciplines, en tenant compte de leur évolution
- Organisation d'ensemble et signification des programmes, replacés dans leur contexte.

[...]

L'entretien n'est pas une épreuve hors-programme déguisée. Cependant le candidat doit maîtriser les grands repères notionnels, temporels et spatiaux et témoigner d'une culture générale sans qu'on puisse exiger de lui un savoir érudit de l'ensemble de l'histoire et de la géographie.

L'entretien n'est pas non plus une épreuve pédagogique. On ne saurait demander aux candidats dont beaucoup n'ont aucune expérience éducative de présenter un projet d'enseignement ou de se conduire comme s'ils étaient devant une classe. Ce sera l'objet de la seconde année de formation en IUFM.

Le niveau de référence de la « culture générale » historique et géographique exigible (rappelé dans chaque rapport) est celui des manuels scolaires. La connaissance des programmes suppose aussi celle des documents d'accompagnement. En ce qui concerne les « outils », il est demandé une réflexion sur les divers types de documents, sur la carte et sur leurs usages. Les rapports les plus récents insistent en outre sur deux points :

- La culture civique : le candidat doit être informé de l'organisation politique, administrative, juridique et sociale du monde dans lequel il vit et « doit être capable de donner du sens aux valeurs qui sont celles de notre République » (2005)
- Le respect des codes sociaux attendus d'un candidat à la fonction publique⁷.

Ainsi, il nous semble que, dès 1994 :

- L'ESD, en histoire et géographie n'est en rien professionnelle : « Il ne s'agit pas, dans cette épreuve, d'exposer comment enseigner », « Il n'est nullement question [...] de présenter un projet de leçon sur le sujet proposé » (1999)
- Sa principale originalité est la place donnée à l'épistémologie et à l'histoire des deux disciplines. Le rapport de 2002 parle de l'épreuve comme d'une « réflexion sur les disciplines ». Cette dimension « réflexive » fait de l'ESD en histoire et géographie la plus théorique et la moins scolaire de l'ensemble des CAPES.
- Ceci dit, bien que son caractère non didactique soit régulièrement affirmé (elle « ne porte pas sur la didactique des disciplines, dit le rapport 2002) il n'est pas totalement absent. Si l'on entend « didactique » au sens large que lui donne Henri Moniot⁸ d'« opérations qui se passent et problèmes qui se posent quand on apprend et qu'on enseigne », le problème des rapports entre « savoirs savants » et « savoirs à enseigner » est au moins implicite dans de nombreux dossiers.

Ceci dit, sur 25 exemples de dossiers présentés par les rapports des concours de 1997 à 2006 :

- 10 ne comprennent aucun document scolaire (7 dossiers d'histoire, 3 de géographie)
- Les 15 qui en comprennent proposent tous des extraits de manuels scolaires : 10 n'en offrent qu'un, 4 en ont deux, un dossier de géographie se distingue en offrant 2 extraits de manuels et 2 extraits de programmes sur 6 documents.
- Il n'y a que 3 dossiers qui demandent explicitement au candidat de traiter de l'enseignement. Il s'agit de 3 sujets de géographie : « Quelle place attribuer à la nature dans l'enseignement de la géographie ? » (1998) ; « Les dynamiques des espaces urbains centraux dans la géographie et son enseignement » (1999) ; « Analyse systémique et géographie des risques : enjeux scientifiques et scolaires » (2003)

⁷ Cette attente figure aussi dans les rapports récents d'autres disciplines.

⁸ *Historiens et géographes*, n° 394, mai 2006, p. 191)

- La moitié au moins des sujets présentent un caractère nettement épistémologique : rapport au passé, implication de l'historien, sources, genres, champs, concepts organisateurs, etc.

Au total la géographie semble un peu plus ouverte à l'aspect scolaire que l'histoire.

Si l'on construisait, pour l'ensemble des disciplines, une échelle ascendante des sujets allant du plus pratique au plus théorique, du plus pédagogique au plus épistémologique, du plus professionnel au plus universitaire, la géographie et, plus encore l'histoire, seraient en haut de l'échelle ... cette métaphore, bien sûr, n'impliquant aucune supériorité de nos disciplines !

Mais tout ceci est déjà ... de l'histoire car, à compter de la session 2011, les épreuves des CAPES seront différentes.

Et demain ?

L'arrêté du 28 décembre 2009 modifie le CAPES externe.

Les jurys pourront désormais comprendre – outre les membres de l'inspection, les universitaires et les professeurs agrégés et certifiés – des représentants des personnels de direction des établissements et des conseillers principaux d'éducation. La note zéro à une épreuve *ou à une partie* d'épreuve sera éliminatoire. Ces innovations sont liées à l'introduction, dans l'épreuve sur dossier, d'une seconde partie.

Tous les CAPES comportent 2 épreuves écrites d'admissibilité écrites et 2 épreuves « définitives » orales. L'une de ces 2 épreuves définitives conserve le nom d'« Épreuve sur dossier ». Son temps de préparation varie de 2 heures (Histoire-Géographie, Langues vivantes, Physique et chimie), à 2h30 (Maths, Philosophie, Éducation musicale) et 3 heures (Lettres, SES, SVT). Sa durée totale est de 1 heure, sauf en Philosophie (1h20).

L'ESD comprend désormais deux parties bien distinctes :

- La seconde partie est identique dans toutes les disciplines. Elle comprend 10 minutes d'exposé et 10 minutes d'entretien et entre pour 6/20 dans la notation de l'épreuve. Elle consiste en une étude d'un document portant sur la compétence « Agir en fonctionnaire de l'État et de façon éthique et responsable » (en référence à une partie du « Cahier des charges de la formation des maîtres » contenu dans l'Arrêté du 19 décembre 2006).
- La première partie dure 40 minutes (20 minutes d'exposé et 20 minutes d'entretien), sauf en philosophie (30 et 30). Quant à sa nature, elle offre une certaine variété, moindre cependant qu'actuellement, du moins si l'on en croît, avant toute mise en œuvre, les descriptifs par discipline annexés à l'arrêté. Deux de ces descriptifs sont difficiles à interpréter : celui des langues vivantes est très évasif (« présentation dans la langue vivante concernée des éléments du dossier ») ; celui de la philosophie manque de clarté (le dossier est constitué d'un texte inscrit au programme de philosophie de terminales et l'on demande au candidat « qu'il rende compte de son sens et de sa teneur philosophique ainsi que de sa problématique et de sa démarche », l'entretien portant « sur la compréhension du texte et de ses enjeux »). Sans doute les rédacteurs n'ont-ils pas voulu se lier les mains ...

En ce qui concerne les autres disciplines, sans entrer dans les détails, il semble que l'on puisse dire que la première partie de la nouvelle ESD est moins « professionnelle » et plus « réflexive » que dans l'ancienne formule. Seule l'éducation musicale demande clairement la « conception et réalisation d'un projet musical ». Dans les autres disciplines il est souvent demandé aux candidats, à partir du dossier, d'avoir une « réflexion pédagogique » (Lettres classiques et modernes, mathématiques, SVT), de faire des « choix pédagogiques et scientifiques » et de les motiver (Physique et chimie). Mathématiques et SES incluent un exercice.

L'histoire et la géographie se singularisent encore par la référence à l'épistémologie, mais elles s'ouvrent explicitement à la pédagogie et la didactique :

Étude de documents [...] Le candidat présente les résultats de sa réflexion, en motivant les choix pédagogiques et scientifiques qu'il effectue, sous une forme structurée et adaptée au contexte du sujet. Cette partie de l'épreuve a une dimension scientifique, épistémologique et didactique.

A vrai dire, comme dans l'ancien système, tout va se jouer dans la mise en œuvre par les jurys. Ainsi, pour en rester à l'histoire et géographie, une « Lettre de cadrage à l'intention des préparateurs », rédigée le 15 mars 2010 par le président du jury (l'inspecteur général Laurent Carroué), déclare :

- Que l'ESD relèvera « à la fois de l'épistémologie et de l'histoire des disciplines, y compris dans leur dimension d'enseignement »,
- Que tous les dossiers comprendront un document de nature épistémologique et/ou portant sur l'histoire de la discipline ; un « document de connaissance historique ou géographique pris dans le programme des questions du concours, contribuant à ancrer la thématique choisie dans un exemple précis » ; un extrait de programme, un extrait de documents d'accompagnement ou un extrait de manuel.
- Que l'ESD « comporte donc une dimension professionnelle réelle en ce qu'elle combine les différents aspects d'une réflexion préparatoire à l'élaboration de séquences d'enseignement assurées par une maîtrise disciplinaire historique et géographique comprise dans toutes ses dimensions »

L'auteur précise que, dans l'entretien « les deux aspects, scientifiques et didactiques, seront abordés de manière équilibrée ».

Bref il y a là un propos sagement balancé, une interprétation qui, tout en ouvrant davantage l'épreuve aux problèmes d'enseignement, maintient fortement son ancrage épistémologique et historiographique.

Pour terminer, il faut mentionner une décision plus récente qui aura, sans doute, de bien plus lourdes conséquences que les modifications qui affectent les épreuves des CAPES. La circulaire du 25 février 2010 met fin au dispositif de formation initiale des professeurs du second degré – certifiés et agrégés – tel qu'il fonctionnait depuis un quart de siècle. Après leur réussite au concours, et ceci dès la rentrée 2010, ils seront affectés comme stagiaires dans un lycée ou un collège avec un service en responsabilité correspondant aux deux-tiers de leurs obligations statutaires. Ils y seront « accompagnés » par un « tuteur ». Au 2^{ème} et 3^{ème} trimestre, ils auront droit à des « périodes de formation » et pourront également s'inscrire à des stages de formation continue du Plan académique de formation. Les recteurs devront pourvoir à leur remplacement et pourront faire appel, entre autres ... à des candidats au CAPES ou à l'agrégation, invités à effectuer des stages avant les épreuves définitives des concours pour se familiariser avec le métier. L'absence de regroupements de formation au premier trimestre, un service plus lourd que dans la configuration actuelle, l'intervention de remplaçants par hypothèse encore moins qualifiés qu'eux, voilà qui ne met pas les stagiaires – et leurs élèves – dans les meilleures conditions !

La question de donner un caractère vraiment *professionnel* aux concours de recrutement des enseignants ne semble pas plus réglée, en ce début du 21^e siècle, qu'elle ne l'était au début ou à la fin du 20^e. Cela nous semble tenir au fait que le système du concours sur épreuves ponctuelles ne permet d'évaluer – tant bien que mal – que la maîtrise de savoirs, la capacité à la réflexion sur ces savoirs et une certaine aptitude à la communication. On ne commence à acquérir un savoir-faire qu'en entrant progressivement dans le métier, ce qui suppose au moins – pour commencer – une année d'apprentissage en alternance où responsabilités d'enseignement et regroupements soient équilibrées et étroitement liées tout au long de l'année.

La nouvelle configuration des épreuves du concours du CAPES suscite un certain nombre de critiques. Ainsi les jurys des CAPES multidisciplinaires (Lettres classiques, Histoire et Géographie par exemple) s'inquiètent de la réduction de 3 à 2 des épreuves écrites et des épreuves orales qui ne permet plus une évaluation équilibrée des diverses composantes. Des motions et des appels à signature ont été lancés sur Internet.

Pour ne parler que de l'ESD, y compris de sa seconde partie entièrement nouvelle, nous pensons qu'elle est « jouable » : elle sera surtout ce que la pratique des jurys en fera. En revanche, la mise en cause du système de formation après concours est inacceptable car lourde de conséquences sur la qualité du service public de l'éducation nationale. Enseigner est, certes, un métier qu'on ne peut apprendre qu'en le faisant mais, cela, à condition de ne pas y entrer dans n'importe quelles conditions.

Des ajustements étaient peut-être nécessaires mais il est évident, dans cette affaire du CAPES externe, que les changements qui viennent d'être introduits répondent avant tout à des impératifs budgétaires.

Jean LEDUC – Mars 2010

Sources.

Les textes officiels peuvent être consultés :

- Pour la Troisième République dans le *Bulletin administratif du Ministère de l'Instruction publique*,
- Depuis 1944 dans le *Bulletin Officiel de l'Éducation nationale*.

Les *BOEN* les plus récents et les rapports des concours du CAPES peuvent être consultés sur le site Internet du Ministère de l'Éducation nationale.